



Cet article sur Katyn, paru en juin 1990, dans le numéro 339 du "Spectacle du Monde", a exactement 20 ans. Le massacre des officiers polonais par les Soviétiques dans la forêt de Katyn avait eu lieu en avril-mai 1940. Il a fallu 50 ans pour que se fasse la diffusion quasi officielle de la vérité, à la veille de l'implosion de l'URSS ; et presque encore 20 ans (2007) pour que Wajda ose faire de la tragédie de Katyn une œuvre d'art.

L'article de Gilles Mermoz que nous publions à nouveau fait comprendre combien la violence et l'imposture sont consubstantielles au communisme... et au marxisme qui y conduit. Dans sa précision clinique, il nous semble d'une brûllante actualité.

Danièle Masson

Katyn, l'aveu

Par Gilles Mermoz

Enquête sur un maquillage.

Cinquante ans après, les Soviétiques reconnaissent enfin leur crime.

Il en a fallu autant pour que les communistes français admettent la vérité. (1)

Il y avait ces titres surprenants dans **l'Humanité** du 14 avril dernier : «*La vérité sur Katyn*» ; «*L'agence Tass confirme la responsabilité soviétique dans le massacre de 15 000 officiers polonais en 1940*» ; «*Il aura fallu un demi-siècle pour que les historiens publient leurs conclusions. Les médias soviétiques les révèlent...* »

Pour le quotidien communiste, la vérité se décide toujours à Moscou. Ainsi, pendant quarante-six ans, «*l'Humanité*» s'en était tenue au mensonge longtemps illustré, en forêt de Katyn, par un monument «*aux officiers polonais fusillés par les hitlériens en 1941*».

Capturés en septembre 1939 par l'Armée rouge envahissant la Pologne, 8400 officiers polonais, et environ 7000 soldats et policiers, étaient internés dans trois camps, dont celui de **Kozielsk, en Biélorussie**. Excepté 448 d'entre eux, qui furent transférés après avril 1940, ils n'allaient plus donner signe de vie.

Le 13 octobre 1941, l'ambassadeur de l'URSS à Londres déclarait : «*Tous les officiers polonais détenus en Union-Soviétique ont été libérés.*»

Mais le 3 décembre suivant, **Staline** annonçait aux généraux polonais **Sikorski et Anders** : «*Ils se sont enfuis en Mandchourie.* »

Le 22 **juin** 1941, l'Allemagne avait attaqué et envahi l'URSS. En février 1943, le 537^e régiment allemand de transmissions découvrait en forêt de Katyn un charnier contenant des milliers de corps d'officiers polonais. **Radio-Berlin** l'annonçait au monde le 13 avril, et attribuait le massacre aux Soviétiques. Deux jours plus tard, **Radio-Moscou** réagissait, et dé-



nonçait les «*spécialistes de la calomnie de Goebbels, diffusant de viles inventions*».

Sollicité ce même 15 avril 1943 par le gouvernement polonais en exil à Londres, puis le lendemain par la Croix-Rouge allemande, le **Comité International de la Croix-Rouge** à Genève refusait d'ouvrir une enquête.

Les Allemands obtenaient alors de **douze** pays, dont la **Suisse et la Finlande**, la constitution d'une Commission internationale composée de douze médecins légistes de grande réputation. Elle devait être présidée par le **Dr François Naville**, directeur de l'Institut de médecine légale à Genève. À Katyn, les Allemands éloignaient leurs propres médecins, et laissaient la Commission internationale travailler en toute liberté. Il en fut de même pendant cinq semaines, ensuite, pour la Croix-Rouge polonaise, au sein de laquelle se trouvaient des membres de la Résistance ; 4143 corps devaient être exhumés et identifiés.

Dans leur rapport signé du 30 avril 1943, les douze experts européens accusaient sans la moindre réserve les Soviétiques d'avoir commis le massacre, de **mars à avril 1940**. La région était alors sous le contrôle du NKVD (l'ancêtre du KGB). Aucune des 3 300 lettres trouvées sur les victimes n'était postérieure au 6 mai 1940.

Parmi d'autres preuves déterminantes, l'analyse au microscope des cercles concentriques des sapins plantés sur les charniers (pour les dissimuler) prouvait qu'ils avaient été transplantés là trois ans auparavant, c'est-à-dire au printemps 1940.

Toutes les victimes venaient du camp soviétique de Kozielsk, tout proche de Katyn.

Au printemps 1940, les officiers polonais avaient quitté ce camp en groupes, selon un ordre d'acheminement fixé par le NKVD, mais aussi consigné par quelques officiers polonais transférés ailleurs. Or toutes les victimes de Katyn se trouvaient inhumées, dans huit charniers, dans le même ordre que celui de leur dé-

part du camp de Kozielsk. Ce qui confirmait qu'ils avaient été assassinés sans délai.

En septembre 1943, l'Armée rouge reprenait aux Allemands la région de Smolensk et de Katyn. Une commission soviétique spéciale d'enquête sur Katyn était formée. Elle était présidée par le lieutenant-colonel **Bourdenko**, chef du service de Santé de l'Armée rouge, et également médecin de Staline. Y participaient le métropolite **Nicolas** et les académiciens **Potemkine et Tolstoï**. Le 15 janvier **1944**, un voyage d'un jour, organisé pour vingt journalistes occidentaux en poste à Moscou, presque tous anglo-saxons, avait lieu à Katyn. S'ils constataient le laconisme et la gêne des six médecins légistes soviétiques, ces journalistes voulaient toujours croire à une culpabilité allemande.

Le 26 janvier **1944**, la Commission spéciale soviétique publiait son rapport dans les **Izvestia**. Elle avait entendu cent témoins. Elle concluait que l'assassinat des officiers polonais à Katyn se situait à l'automne 1941, à une époque, donc, où la région était occupée par l'Armée allemande. Les maîtres d'œuvre du massacre étaient désignés comme étant le lieutenant-colonel **Arnes**, le lieutenant **Rekst**, le sous-lieutenant Hott.

La Commission soviétique «*retournait*» l'accusation. Ces trois officiers allemands appartenaient au régiment qui mit à jour le charnier en février 1943. La Commission soviétique recensait **11000** officiers polonais assassinés à Katyn, alors que les autorités allemandes, la commission internationale, la Croix-Rouge polonaise, n'avaient jamais fait état que de 4143 corps exhumés et identifiés. C'est que Moscou entendait se servir des huit charniers localisés de Katyn pour faire oublier que les charniers des **11000** autres disparus des deux autres camps n'avaient pas été découverts.

Mais désormais, la **doctrine soviétique** sur Katyn était codifiée : l'Armée allemande s'était emparée de trois camps soviétiques de prisonniers polonais, et avait exterminé dans la forêt de Katyn l'élite militaire de la Pologne.



Dès l'été 1943, **Winston Churchill** avait ordonné à la presse britannique de ne plus évoquer Katyn, et prié le gouvernement polonais en exil à Londres d'abandonner ses vaines recherches des officiers polonais capturés par l'Armée rouge et disparus en territoire soviétique.

Le 30 juin 1945, la **Gazette de Lausanne** titrait : «*Les fosses communes de Katyn. Une ruse pour semer la discorde entre les Alliés.*» Le texte accordait foi à un jeune témoin norvégien, prétendant avoir observé qu'à Katyn la **Gestapo** avait fait placer dans les poches de ses victimes polonaises des faux documents fabriqués par des prisonniers juifs. «*Tous les trucs imaginables furent utilisés pour l'établissement des documents.*»

Il était également prétendu que **Walter Schellenberg**, l'ancien chef du Contre-espionnage du IIIe Reich, déclarait : «*Les fosses communes de Katyn sont une ruse de Ribbentrop et de Goebbels, en collaboration avec Himmler*» (pourtant, dans ses **Mémoires**, parus en 1957, jamais Schellenberg n'évoque l'affaire de Katyn).

Les faux témoins faisaient le bonheur des journaux complaisants (y compris des organes **conservateurs**), ou communistes. Le 1er décembre 1945, «l'Humanité» titrait : «*Un officier allemand se vante d'avoir participé à la macabre mise en scène de Katyn.*» L'article se référait au **Monde**, qui avait publié une vieille lettre d'un lieutenant autrichien de la Wehrmacht, **Gregor Slovenzik**, qui aurait écrit à sa femme : «*Katyn, qu'au fond j'ai inventé, me donne un travail énorme.* »

Le quotidien stalinien pourfendait à ce propos **Le Petit Parisien**, **L'Œuvre** et «*toutes les feuilles nazies de langue française*», qui avaient publié en 1943 «*Les mensonges éhontés des hitlériens*».

Le 15 février 1946, au **procès de Nuremberg**, le colonel russe **Petrovski** faisait l'éloge du rapport : «*The Truth about Katyn*», de la Commission soviétique spéciale d'enquête.

Un témoin, le Dr Markov, qui représentait la **Bulgarie** à la Commission internationale d'avril 1943, venait se rétracter à la barre : le rapport accusant les Soviétiques ? – il l'avait signé, sous la contrainte des Allemands, les seuls vrais coupables. Les juges anglo-saxons savaient cependant à quoi s'en tenir. Après l'entrée de l'Armée rouge en Bulgarie, le Dr Markov avait été arrêté et emprisonné. Sa «*rétractation*» était le prix de la liberté de sa famille.

Venus témoigner au procès, les officiers du régiment allemand accusé par les Soviétiques se disculpaient sans peine. Et, dans le jugement des dirigeants hitlériens rendu le 30 septembre 1946, il n'était pas question du massacre de Katyn, que leur avait attribué l'acte d'accusation. Aveu implicite de la culpabilité soviétique, que les Occidentaux, cependant, s'empressèrent d'étouffer.

«L'Humanité» en profita pour revenir souvent à la charge. Le 12 janvier 1949, le quotidien de **Maurice Thorez** titrait ainsi : «*À propos de Katyn, le général fasciste polonais Anders reprend les odieuses calomnies de Goebbels contre l'URSS.*» Et de citer le rapport de la Commission soviétique spéciale d'enquête, et aussi, évidemment, les correspondants de la presse occidentale à Moscou qui s'étaient rendus à Katyn.

L'article insistait sur le fait que toutes les douilles trouvées dans les charniers portaient la marque de fabrication allemande «Geco». Or jamais le IIIe Reich n'avait dissimulé cette réalité. Avant 1939, la firme de Durlach livrait des munitions à la Pologne, aux pays Baltes, à l'URSS. Au procès qui opposait, en décembre 1950, l'hebdomadaire communiste **Les lettres françaises** et **M. David Rousset**, un rescapé des camps allemands, qui dénonçait maintenant le **Goulag** stalinien, il fut à nouveau question de Katyn. Et «l'Humanité» du 16 décembre 1950 titrait : «*La plus monstrueuse provocation de Goebbels : Katyn, reprise par un témoin de Rousset.* »

Et s'indignait au sujet de cette «*scandaleuse audience*», où «*on a pu voir cette chose in-*



croyable, un témoin de Rousset insulter avec une violence inouïe l'Union soviétique».

Les articles de la presse (communiste mais aussi non communiste) sur Katyn constituent une abondante anthologie. Mais le sommet de la désinformation est sans doute l'article sur «*Le mémorial de Kathyn*», publié dans «*l'Humanité*» du 17 mars 1971 : «*Kathyn, c'est un Oradour. Maisons et habitants brûlés... On a choisi Kathyn pour ce mémorial. On aurait pu opter pour 296 autres villages, 297 Oradour.* »

Les lecteurs ignoraient presque tous que ce village russe de **Kathyn**, brûlé par les Allemands, est à différencier de la **forêt de Katyn**, où furent assassinés par le NKVD les officiers polonais. Le but recherché était ici de brouiller les cartes et les souvenirs, d'effacer l'image déjà vague d'un grand massacre collectif soviétique et de le remplacer par la description d'une atrocité allemande.

Ce n'est qu'en octobre 1966 que M. **Alain Decaux**, dans une «*Tribune de l'Histoire*» qui fit date, ne laissa plus guère de place à un doute sur la culpabilité soviétique. Jusqu'alors, une mode, qui devait se prolonger jusqu'en 1987, était de prétendre qu'il existait une «*énigme historique*» à propos de Katyn. La version soviétique était placée sur le même plan que la version allemande.

Pendant, aucun chercheur ne pouvait ignorer que le seul rapport médical et scientifique sérieux sur les charniers restait toujours l'officiel «*Amtliches Material zum Massenmord von Katyn*» (*Notes administratives sur le massacre de Katyn*), accessible à Berlin dès 1943.

Les Polonais, eux ne s'interrogeaient pas. **Ils savaient.** Même en Pologne communiste, où chaque année, en avril, des cérémonies étaient organisées ici et là en hommage aux victimes de l'Occupation allemande. Les scouts étaient mobilisés pour assurer une garde d'honneur près de la plus modeste plaque du souvenir. Mais nulle part il n'était fait mention de Katyn. Ce massacre avait dis-

paru de tous les livres sur l'Occupation allemande. Mais «*pour tous les Polonais, Katyn était un crime russe*», reconnaissent facilement, en privé, des cadres du **parti communiste**. En mai 1956, l'affaire était évoquée lors d'une réunion du Comité central. **Ochab**, le secrétaire général du Parti, annonçait qu'il avait demandé des éclaircissements historiques au Kremlin, qui lui répond qu'une «*enquête était envisagée*».

Son successeur, **Gomulka**, a toujours prétendu qu'en **1957, Krouchtchev** l'avait poussé à déclarer publiquement que Katyn devait être attribué à **Staline**. Gomulka n'en fit rien. Il redoutait les réactions des staliniens polonais et soviétiques.

Dix ans plus tard, le général **Moczar**, ancien chef de toutes les polices, qui intriguait pour prendre le pouvoir, devait une bonne part de sa popularité à ses déclarations xénophobes, et à sa promesse faite aux anciens combattants de démasquer un jour les responsables soviétiques de Katyn. En 1981, au cimetière **Powazki de Varsovie**, des familles des victimes réussissaient à dresser une croix de pierre de dix tonnes, consacrée aux victimes de 1940 à Katyn. Les autorités la firent rapidement enlever : l'indication de 1940 accusait Moscou.

Katyn était mentionné de plus en plus par les cadres clandestins du syndicat interdit **Solidarité**. Rien ne pouvait discréditer davantage l'URSS et ses derniers partisans en Pologne. Beaucoup de Polonais estimaient que des comptes devaient être fournis par le Kremlin.

Le 21 avril 1987, M. Gorbatchev et le général **Jaruzelski** admettaient qu'il fallait «*remplir les pages blanches*» des relations entre l'URSS et la Pologne. La création d'une Commission historique, devant réétudier l'affaire de Katyn, était décidée. Le tabou officiel était enfin levé.

Quarante-quatre ans s'étaient écoulés. Pour les dirigeants soviétiques, Katyn, c'était de l'histoire ancienne, très ancienne. Ils ne se sentaient plus concernés. Mais confesser publiquement ses crimes, exprimer ses regrets, se



complaire même dans le repentir, sont après tout des attitudes familières à de nombreux héros tourmentés de la littérature slave.

En 1989, tout alla très vite : en mars, **Mgr Glemp**, primat de Pologne, célébrait une messe à Katyn ; en novembre, **M. Mazowiecki**, le premier ministre non communiste de la Pologne, se recueillait devant le **nouveau** mémorial de la forêt de Katyn ; pendant qu'à **Cracovie**, une exposition sur Katyn accueillait chaque jour quinze mille Polonais.

En **janvier 1990**, **Les Nouvelles de Moscou**, l'hebdomadaire de la «*perestroïka*», publiait les témoignages de deux anciens employés du NKVD (**Ivan Titkov**, 83 ans, ex-chauffeur de neuf responsables de la police stalinienne, allait même montrer aux journalistes, en forêt de Katyn, à 300 mètres de l'autoroute de **Smolensk**, l'emplacement d'un grand charnier encore à mettre à jour, où se trouveraient des victimes **soviétiques** des années 30).

En mars dernier, «*Les Nouvelles de Moscou* » consacraient trois pages très denses aux documents étudiés par **Mme Natalia Lebedeva**, chercheur à **l'Institut d'Histoire** de l'Académie des Sciences de Moscou, qui avait eu accès aux archives nationales et aux archives centrales de l'Armée. Ces documents précisent les mouvements des 15000 disparus polonais entre les trois camps concernés, et indiquent des itinéraires vers des lieux de massacres à Katyn.

Toutes les églises de Pologne ont célébré, le 1er avril, une messe à la mémoire des morts de Katyn. À Varsovie, la cérémonie religieuse réunissait le général-président Jaruzelski et le premier ministre M. Mazowiecki.

Le 4 avril, **Mgr Kedziora**, évêque auxiliaire de Varsovie, célébrait une nouvelle messe à Katyn, devant des parents des victimes.

Le 13 avril, l'Agence Tass reconnaissait enfin que Katyn était un «*grave crime*» de la période stalinienne, à propos duquel la patrie soviétique «*exprime ses profonds regrets*». Le général-président Jaruzelski, en visite officielle

à Moscou le même jour, se rendait le lendemain à Katyn, et déposait une gerbe au Mémorial.

Jour pour jour, quarante-sept années furent donc nécessaires pour amener les autorités soviétiques à avouer explicitement que le 13 avril 1943, **Radio-Berlin avait dit la vérité** sur le charnier découvert à Katyn.

Le dossier des 15 000 disparus polonais n'est pas près d'être refermé. Dans les charniers mis à jour à Katyn, il n'y avait que les corps des détenus du camp de Kozielsk. Il reste à apprendre où furent assassinés près de 11000 disparus des camps de **Starobelsk et d'Ostachkov**.

En 1946, peu avant sa mort, le Dr Bourdenko, le médecin de Staline qui avait dirigé deux ans auparavant la Commission soviétique spéciale d'enquête sur Katyn, confiait à son meilleur ami : «*il est certain que d'autres Katyn existent, et se reproduiront. Si l'on se met à creuser le sol de notre Mère la Russie, on trouvera un certain nombre de fosses semblables...* »

Un coup de théâtre pourrait venir un jour...
de Pékin.

Julius Epstein, qui fonda en 1949 aux États-Unis le «*Committee for the Investigation of the Katyn Massacre*», entendit 137 témoins de diverses nationalités. Il était convaincu que les exécutions dans la forêt de Katyn avaient été filmées par les tueurs du NKVD : un film d'une durée de **neuf heures** aurait été réalisé, pour l'édification de l'état-major de la police soviétique. Une copie de ce film serait à Pékin.

Gilles Mermoz

Publié avec l'aimable autorisation
du "**Spectacles du Monde**" (n°339, juin 1990)

(1) En 2010, des communistes français n'admettent pas encore la vérité. (voir l'article référencé ci dessous)

Lire également «*Katyn, ou l'Histoire hémiplogique*» 2E11

Aller au dossier d'origine de ce texte